

YC.

ADMINISTRATIE - RECHTSDIENST
13. JAN 1969
Transmissie - M - <i>Coördinatie</i>
Bevestigend aan de I.

L. 10.562/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

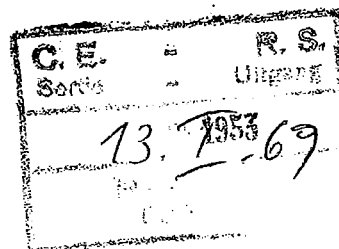
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 novembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant le contrat d'agence", a donné le 16 décembre 1968 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e november 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de agentuurovereenkomst", heeft de 16e december 1968 het volgend advies gegeven :



Le projet a pour objet de réglementer le contrat par lequel, en dehors de tout lien de subordination, l'agent commercial s'engage à l'égard d'un mandant, pour une durée déterminée ou indéterminée et contre rémunération, soit à négocier des affaires pour le mandant, soit à conclure au nom et pour compte de celui-ci.

Le projet tend à combler une lacune, les droits et obligations des parties liées par des contrats de cette nature n'ayant pas fait l'objet d'une loi spéciale.

En effet, la loi du 27 juillet 1961 se limite, comme l'indique son intitulé, à régler les droits et obligations des parties en cas de résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée.

Par ailleurs, l'article 2, alinéa 4, de la loi du 30 juillet 1963 fixant le statut des représentants de commerce exclut du champ d'application de cette loi "l'intermédiaire libre de remettre ses commandes à qui bon lui semble et, en général, l'agent commercial lié à son commettant par un contrat d'entreprise, de mandat salarié ou de tout autre contrat en vertu duquel l'agent commercial n'agit pas sous l'autorité de son commettant".

Article 1er.

Aux termes de cet article , "le contrat d'agence est celui par lequel, sans qu'elles soient liées par un contrat d'emploi, l'une des parties, le mandant, charge l'autre ...".

.../...

Comme le note l'exposé des motifs commun, en matière de contrat d'agence, ce qui est essentiel, c'est l'absence de subordination dans le contrat d'agence lui-même. Il importe peu, dès lors, qu'en dehors de ce contrat et pour un objet tout différent, les intéressés soient ou non dans les liens d'un contrat d'emploi, qui n'est d'ailleurs qu'un des types de contrat de louage de travail que connaît notre législation.

Le texte suivant traduirait plus exactement l'intention du Gouvernement et aurait l'avantage d'assurer mieux la concordance entre le texte français et le texte néerlandais du projet :

"Article 1er.-

Le contrat d'agence est celui par lequel, en dehors de tout lien de subordination, l'une des parties, le mandant, charge l'autre ... ".

Article 3.

Afin d'établir une meilleure concordance entre les textes français et néerlandais, il est proposé de rédiger le § 2 comme suit :

"§ 2. Sauf convention contraire établie par écrit, l'agent qui se porte ducroire ne garantit que la solvabilité du tiers".

.../...

Article 5.

Sans suggérer une rédaction nouvelle, le Conseil d'Etat observe qu'à l'article 5, le texte français emploie, au § 1er et au § 2, une même expression pour rendre la même idée, alors que le texte néerlandais emploie deux expressions différentes :

au § 1er, c) : "l'agent interviendra "

"bevoegd is ... werkzaam te zijn"

au § 2 : "l'agent interviendra "

"de handelsagent ... werkzaam zal zijn".

Article 6.

A l'article 6, § 3, il n'y a pas de concordance entre le texte français et le texte néerlandais du dernier membre de phrase :

- d'une part : "que si la non-exécution n'incombe pas au mandant" ;
- d'autre part : "alleen indien de niet-uitvoering redelijkerwijs niet voor rekening van de principaal komt".

L'exposé des motifs commun explique pourquoi ont été écartées les expressions "non imputable au mandant" et "aan de principaal niet toe te rekenen". Il reste cependant que les termes employés dans le projet non seulement manquent de concordance entre eux mais encore qu'ils expriment de manière imparfaite l'intention des auteurs de la loi-type, telle qu'elle ressort du passage suivant de l'exposé des motifs commun commentant l'article 9 :

.../...

"Il en sera ainsi si la cause de la non-exécution ne peut être considérée comme étrangère au mandant",

et

"Dit is zo als de oorzaak van de niet-uitvoering niet beschouwd kan worden als vreemd te zijn aan de principaal".

Il vaudrait mieux, dans ces conditions, utiliser dans le texte de l'article 6, § 3, des termes empruntés aux expressions claires et concordantes qui viennent d'être rappelées.

Le texte suivant est proposé :

"§ 3. La clause qui subordonne le droit à la commission à l'exécution du contrat, ne prive l'agent de cette commission que si la cause de la non-exécution peut être considérée comme étrangère au mandant".

"§ 3. Het beding dat het recht op het commissieloon doet afhangen van de uitvoering van de overeenkomst, onthoudt aan de handelsagent dit commissieloon alleen indien de oorzaak van de niet-uitvoering beschouwd kan worden als vreemd te zijn aan de principaal".

Les observations qui précèdent valent également pour l'article 9, § 1er, in fine.

.../...

Article 7.

L'article 7, § 2, du projet dispose que, dans l'examen des documents justificatifs nécessaires, l'agent peut se faire assister, à ses frais, par un expert agréé par le mandant ou, sinon, désigné par le président du tribunal.

Cet article ni aucune autre disposition du projet ne détermine s'il s'agit du président du tribunal de première instance ou du président du tribunal de commerce.

Aussi longtemps que les dispositions du Code judiciaire relatives à la compétence respective de chacun de ces magistrats ne seront pas en vigueur, la question pourra être réglée sans difficulté particulière par application de la loi du 25 mars 1876.

Mais des difficultés pourront surgir lorsque les dispositions prérappelées du Code judiciaire seront en vigueur. En effet, l'article 585, 1°, de ce Code confère au président du tribunal de première instance la connaissance des demandes de désignation d'experts lorsque la convention des parties ou la loi lui attribue cette désignation; l'article 588, 1°, confère la même attribution, et dans les mêmes termes, au président du tribunal de commerce.

Il résulte de ces textes qu'à défaut par la loi d'attribuer expressément compétence, soit au président du tribunal de première instance, soit au président du tribunal de commerce, des conflits de compétence, positifs ou négatifs, surgiront inévitablement, lorsque les parties n'auront pas pris soin de régler elles-mêmes dans leur convention cette attribution de compétence.

.../...

Cette lacune doit évidemment être comblée.

Quant au juge dont il est question aux articles 14, 15 et 17 du projet, ce sera, selon le cas, le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce, par application des règles ordinaires concernant la compétence de chacune de ces juridictions.

*

* *

Si l'on tient compte de l'observation qui précède, la finale du § 3 de l'article 7 pourrait être rédigée comme suit :

" ... il sera pourvu à son remplacement par le président du tribunal compétent en vertu du § 2 ".

*

* *

A l'article 7, § 4, les termes "aux alinéas précédents" devraient être remplacés par "aux §§ précédents" et les termes "à l'alinéa premier" par "au § 1er".

La même observation vaut pour les articles 14, 15 et 19.

Article 9.

Il est proposé de rédiger le texte français de l'article 9 comme suit :

.../...

"Article 9.-

§ 1er. L'agent a un droit à rémunération lorsqu'il est prêt à assumer les obligations qui découlent du contrat d'agence ou a déjà rempli ces obligations, mais que le mandant n'a pas utilisé de ses services ... (le surplus comme au projet) ...

§ 2. Pour le calcul de cette rémunération, il est tenu compte ... ".

Article 10.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 10.-

Si le contrat d'agence conclu pour une période déterminée continue à être exécuté après l'expiration de son terme, il est réputé renouvelé aux mêmes conditions et pour une même durée, sans que toutefois la durée du renouvellement puisse excéder une année. Cette règle est applicable aux prorogations tacites ultérieures".

Article 13.

Le texte français de l'article 13, § 2, comporte une erreur matérielle : les mots "même temporairement" ont été omis in fine.

.../...

Questions de terminologie.

Alors que le texte néerlandais emploie le plus souvent le terme "handelsagent" et parfois le terme "agent" (article 6), le texte français emploie le terme "agent de commerce" à l'article 1er, le terme "agent commercial" à l'article 7, § 2, et partout ailleurs, le terme "agent" sans autre qualification.

Il conviendrait d'unifier la terminologie dans les deux textes.

Het ontwerp strekt tot regeling van de overeenkomst waarbij de handelsagent zich, buiten enige verhouding van ondergeschiktheid, tegenover een opdrachtgever, de "principaal", verbindt voor een bepaalde of een onbepaalde tijd en tegen beloning hetzij ten behoeve van de principaal bij de totstandkoming van overeenkomsten bemiddeling te verlenen, hetzij deze op naam en voor rekening van de principaal te sluiten.

Daarmee wil het ontwerp in een leemte voorzien. De rechten en verplichtingen van partijen bij zodanige overeenkomsten waren tot dusver niet in een bijzondere wet geregeld.

De wet van 27 juli 1961 beperkt zich, zoals uit haar opschrift blijkt, tot het regelen van de rechten en verplichtingen van partijen bij eenzijdige beëindiging van de voor onbepaalde tijd verleende concessies van alleenverkoop.

De wet van 30 juli 1963 tot instelling van het statuut der handelsvertegenwoordigers van haar kant vindt krachtens haar artikel 2, vierde lid, geen toepassing op "de tussenpersoon die zijn orders vrij kan doorgeven aan wie hij wil, en in het algemeen, de handelsagent die tegenover zijn opdrachtgever verbonden is door een aannemingsovereenkomst, een bezoldigde lastgeving of enig ander contract krachtens hetwelk de handelsagent niet onder het gezag van zijn opdrachtgever optreedt" .

.... / ...

Artikel 1.

Luidens dit artikel is de agentuurovereenkomst "de overeenkomst waarbij de ene partij, de principaal, aan de andere partij, de handelsagent, buiten dienstbetrekking opdraagt ...".

Zoals de gemeenschappelijke toelichting zegt, kan er van een agentuurovereenkomst maar sprake zijn als er geen verhouding van ondergeschiktheid bestaat in de overeenkomst zelf. Het doet er dan ook weinig toe of er buiten die overeenkomst en voor een geheel ander doel tussen de betrokkenen een arbeidsovereenkomst voor bedienden bestaat, welke trouwens slechts een van de vormen van arbeidsovereenkomst is die onze wetgeving kent.

In de hierna voorgestelde tekst zou de bedoeling van de Regering juist(er) weergegeven en een betere overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het ontwerp bereikt worden :

"Artikel 1.-

De agentuurovereenkomst is de overeenkomst waarbij de ene partij, de principaal, aan de andere partij, de handelsagent, buiten enige verhouding van ondergeschiktheid opdraagt, en ...".

Artikel 3.

Om de Franse tekst beter in overeenstemming te brengen met de Nederlandse, wordt voorgesteld § 2 als volgt te lezen :

.../...

"§ 2. Sauf convention contraire établie par écrit, l'agent qui se porte du croire ne garantit que la solvabilité du tiers".

Artikel 5.

Zonder een nieuwe redactie in overweging te geven, moge de Raad van State opmerken dat de Franse tekst in § 1 en in § 2 van artikel 5 tweemaal dezelfde term gebruikt voor een zelfde begrip, waar in de Nederlandse tekst twee verschillende wendingen voorkomen :

in § 1, c) : "l'agent interviendra"
 "bevoegd is ... werkzaam te zijn"
in § 2 : "l'agent interviendra"
 "de handelsagent ... werkzaam zal zijn".

Artikel 6.

In artikel 6, § 3, is er geen overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het laatste zinsdeel :

- enerzijds : "alleen indien de niet-uitvoering redelijkerwijs niet voor rekening van de principaal komt" ;
- anderzijds: "que si la non-exécution n'incombe pas au mandant".

De gemeenschappelijke toelichting verklaart waarom de uitdrukkingen "aan de principaal niet toe te rekenen" en "non imputable au mandant" werden geweerd. Niet alleen echter dekken de in het ontwerp gebruikte termen elkaar niet geheel, ze zijn ook een onvolkomen weergave van de bedoeling van de stellers van de modelwet, zoals die blijkt uit de volgende passus van de gemeenschappelijke toelichting bij artikel 9 :

.../...

"Dit is zo als de oorzaak van de niet-uitvoering niet beschouwd kan worden als vreemd te zijn aan de principaal"

en

"Il en sera ainsi si la cause de la non-exécution ne peut être considérée comme étrangère au mandant".

Het ware dan ook beter de duidelijke en overeenstemmende wendingen uit de memorie te verwerken in de tekst van artikel 6, § 3 .

Voorgesteld wordt :

"§ 3. Het beding dat het recht op het commissieloon doet afhangen van de uitvoering van de overeenkomst, onthoudt aan de handelsagent dit commissieloon alleen indien de oorzaak van de niet-uitvoering beschouwd kan worden als vreemd te zijn aan de principaal".

"§ 3. La clause qui subordonne le droit à la commission à l'exécution du contrat, ne prive l'agent de cette commission que si la cause de la non-exécution peut être considérée comme étrangère au mandant".

De hiervoren gemaakte opmerkingen gelden ook voor artikel 9, § 1, in fine.

..../....

Artikel 7.

Artikel 7, § 2, van het ontwerp bepaalt dat de handelsagent zich bij het onderzoek van de nodige bewijsstukken op zijn kosten kan doen bijstaan door een deskundige, "aanvaard door de principaal of bij afwijzing benoemd door de president van de rechtbank".

Hier noch elders in het ontwerp wordt gezegd of de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg dan wel de voorzitter van de rechtbank van koophandel wordt bedoeld.

Zolang de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de onderscheiden bevoegdheid van die magistraten niet van kracht zijn, zal de zaak zonder speciaal bezwaar kunnen worden geregeld overeenkomstig de wet van 25 maart 1876.

Moeilijkheden kunnen echter wel ontstaan als die bepalingen eenmaal in werking zijn getreden. Krachtens artikel 585, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek neemt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg immers kennis van de aanvragen tot benoeming van deskundigen wanneer de overeenkomst tussen partijen of de wet hem die benoeming opdraagt; artikel 588, 1°, verleent in dezelfde bewoordingen dezelfde bevoegdheid aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

Geeft de wet nu niet uitdrukkelijk bevoegdheid, hetzij aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, hetzij aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel, dan zal de toepassing van het Gerechtelijk Wetboek onvermijdelijk tot positieve of negatieve bevoegdheidsgeschillen aanleiding geven als partijen zelf die

.../...

toekenning van bevoegdheid niet in hun overeenkomst hebben geregeld.

In die leemte moet vanzelfsprekend worden voorzien.

De rechter van wie sprake is in de artikelen 14, 15 en 17 van het ontwerp, is naar gelang van het geval de rechtbank van eerste aanleg of de rechtbank van koophandel, volgens de gewone regelen inzake de bevoegdheid van elk van die rechtbanken.

*

* *

Wordt met de hiervoren gemaakte opmerking rekening gehouden, dan kan het slot van § 3 van artikel 7 als volgt worden gelezen :

"... zal de president van de krachtens § 2 bevoegde rechtbank een plaatsvervanger aanwijzen".

*

* *

In artikel 7, § 4, vervange men de woorden "in de vorige leden" en "in het eerste lid" onderscheidenlijk door "in de vorige §§" en "in § 1".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 14, 15 en 19

.../...

Artikel 9.

Voorgesteld wordt, de Franse tekst van artikel 9 als volgt te lezen :

"Article 9.-

"§ 1er. L'agent a un droit à rémunération lorsqu'il est prêt à assumer les obligations qui découlent du contrat d'agence ou a déjà rempli ces obligations, mais que le mandant n'a pas usé de ses services ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

§ 2. Pour le calcul de cette rémunération, il est tenu compte ...".

Artikel 10.

De Franse tekst van dit artikel leze men als volgt :

"Article 10.-

Si le contrat d'agence conclu pour une période déterminée continue à être exécuté après l'expiration de son terme, il est réputé renouvelé aux mêmes conditions et pour une même durée, sans que toutefois la durée du renouvellement puisse excéder une année. Cette règle est applicable aux prorogations tacites ultérieures".

.../...

Artikel 13.

In de Franse tekst van artikel 13, § 2, staat een materiële vergissing : aan het slot zijn de woorden "même temporairement" uitgevallen.

Terminologie.

Terwijl de Nederlandse tekst meestal werkt met de term "handelsagent" en soms met "agent" (artikel 6), gebruikt de Franse tekst "agent de commerce" in artikel 1, "agent commercial" in artikel 7, § 2, en overal elders "agent" zonder andere kwalificatie.

Een eenvormige terminologie in beide teksten ware gewenst.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

 J. MASQUELIN,
Madame : G. CISELET,
Mevrouw :

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs : P. DE VISSCHER,
de Heren : M. VERSCHELDEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituu-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) G. VAN BUNNEN.